

# Les hommes du 3<sup>e</sup> Front n'abandonneront pas

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 258

VENDREDI 2 MARS 1951

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

les réfugiés espagnols  
à la répression !

Derrière Madrid  
il y a Washington

## PÉTAIN, PIÉTRI, FRANCO

l'homme de Madrid  
devra reculer

LE 6 MARS 1951

aux Sociétés Savantes

devant notre contre-manifestation

Sous l'égide de l'« Union des Intellectuels Indépendants », groupant toute la racaille nationaliste, sous la présidence de Jean Montigny, ancien ministre de Pétain auquel Franco vient généreusement de proposer l'hospitalité, Piétri, sinistre vieillard, ancien ambassadeur de ce même Pétain auprès de Franco, entend tenir un meeting le 6 mars, dans la grande salle des Sociétés Savantes.

Or, Piétri a peur. Nous n'en voulons pour preuve que le peu de publicité que ses hommes ont osé faire autour de cette seconde tentative d'injure à l'opinion. De tous les journaux réactionnaires, parmi lesquels on compte notamment Rivarol, Aspect de la France, Contre-Révolution, Occident, la Liberté du Peuple, seul Paroles Françaises a été prié d'insérer l'annonce dudit meeting. Sans doute espérait-on mettre la vigilance du Cartel antifasciste et antiraciste en défaut, déconcerter les ennemis de la dictature... Cette manœuvre ne pouvait qu'échouer !

Mais que la peur de ces individus ne nous fasse pas réjouir trop vite. Elle leur inspirera des mesures de protection qu'il nous faudra déjouer : le ban et l'arrière-ban du fascisme sera convoqué, l'Union sacrée de la réaction s'opérera autour de la personne de Piétri et de la cause de Franco et il est à prévoir que les seuls arguments que l'on pourra nous opposer seront la violence, la trahison et la brutalité.

C'est pourquoi il nous appartient de relever le défi avec vigueur, d'alerter

toute la population en diffusant la proclamation du Cartel d'action antifasciste et antiraciste, de regrouper tous les HOMMES DU 3<sup>e</sup> FRONT, pour que, le 6 mars, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes, Piétri, une nouvelle fois, doive reculer.

Tous le 6 Mars  
aux Sociétés Savantes

Le Caudillo demande  
l'extradition  
d'un antifasciste !

L'EMOTION est grande dans la région de Toulouse depuis que s'est répandue la nouvelle que l'Espagne franquiste demandait l'extradition du réfugié politique Massana, bien connu pour son intégrité.

Déjà, il y a quelque temps, sous un prétexte futile, la police de Queuille - Thomas, appréhendait Massana. Il s'agissait, cela devient évident maintenant, de prévenir la demande de Franco qui veut faire une nouvelle victime, assassiner un antifasciste de plus !

Mais jusqu'à présent, redoutant à juste titre l'indignation générale, le gouvernement n'a pas encore osé

(Suite page 2, col. 6).

## RÉFLEXIONS SUR LA MORT D'ANDRÉ GIDE

ANDRÉ GIDE est mort. Les journaux, heure par heure, ont tenu le public au courant de son agonie, des détails macabres de l'ultime exposition, de la mise en terre. On ne dément que trop bien dans cette indécise curiosité les vices d'une presse ignoble, qui, pour étouffer le goût de la vérité et de l'information loyale, multiplie le scandaleux et le sensationnel. Et si, d'aventure, perce une note de pitié fidèle (car rien ne saurait être rien absolument : ni tout bon, ni tout mauvais), cette pitié s'égare, qui croit retrouver dans un cadavre le souvenir d'un homme ; cette fidélité se laisse prendre en défaut, qui oublie ce que Gide écrivait de lui-même, dans une clinique de Nice, en mai 1949 : « Spiritueliste à un point qui n'est pas croyable, il n'a jamais été prié ou pleuré, ou médité sur la tombe de ses parents. Car cela remonte loin cette insouciance de la matière qui fait qu'elle ne retient pas ses regards. C'est comme s'il n'y croyait pas. Je dis « il » ; mais ce « il », c'est moi (...). Je ne songeais même pas à veiller au chevet de ma femme morte : (...) elle était non seulement ce que j'aimais le plus au monde ; mais même il me semblait qu'il me semble encore aujour-

d'hui) que c'est en fonction d'elle que je vivais, et que, proprement, je dépendais d'elle. De même j'avais été la tragique occupation de sa vie. Et maintenant c'était fini » (1).

Finis, simplement. Un homme est mort, un homme parmi les autres, sans rien attendre de l'au-delà : « l'âme, il va sans dire que j'y crois ! Pour sûr que j'y crois à l'âme. J'y crois comme à la leur du phosphore. Mais je ne puis imaginer cette leur sans le phosphore qui la produit (...) J'en suis à ne pas même distinguer l'âme du corps. Je ne puis concevoir l'une sans l'autre » (2). Pourtant, au scandale de ceux qui se disaient « ses amis chrétiens », qu'il frustrait d'un thème si précieusement édifiant, il se déclarait

(Suite page 4, col. 4.)

et pour tous les Révolutionnaires  
LUTTER CONTRE FRANCO  
C'EST LUTTER "3<sup>me</sup> FRONT"

AINSI, un mois après le déclenchement de la machination policière qui avait pour but de salir le MOUVEMENT ANARCHISTE INTERNATIONAL, les sbires au service de Franco n'ont pas encore abandonné la partie ! La presse, il est vrai, informée par nos soins a cessé, dans son ensemble, de se faire l'écho des calomnies issues des officines judiciaires. Certains journaux, parmi lesquels « Franc-Tireur » et la « Vérité », à la suite de notre conférence de Presse où plus de vingt quotidiens et hebdomadaires étaient représentés, ont informé leurs lecteurs de la vérité sur cette lamentable affaire. Mais il n'en reste pas moins que DES INNOCENTS, même aux termes de la loi bourgeoise, parmi lesquels Peirats et Pasqual du Comité National de la C.N.T. en exil, sont toujours incarcérés à Lyon. Trente hommes, parmi lesquels deux Français, poursuivis pour « délit d'hospitalité », sont encore dans les geôles de la IV<sup>e</sup> République, livrés aux brutalités des représentants de l'autorité ! Ces hommes, qui sont, en France, parmi LES PREMIERES VICTIMES DU TROISIEME CONFLIT INTERNATIONAL de notre époque, doivent être arrachés des mains de la justice bourgeoise, complice des sinistres forces de guerre !

Car il s'est bien agi du premier acte d'une tragédie destinée à ensanguiner l'Univers. C'est dans le cadre de la préparation de la guerre qu'il importait de donner des gages d'amitié au Tyran de l'Espagne, que les stratèges du Pentagone ont incorporé dans leur Etat-Major. C'est pour briser le FRONT INTERIEUR qui harcèle les bravaches du Caudillo, que l'on a voulu décapiter les organisations qui renforcent, soutiennent et ravitaillent la RESISTANCE ESPAGNOLE. Il importait à ces Messieurs de prouver leur bonne volonté à Franco. Il leur fallait aussi satisfaire aux désirs de Truman...

CAR DERRIERE MADRID, IL Y A WASHINGTON ! Derrière la dictature, une pseudo-démocratie qui s'oriente vers l'étatisme totalitaire ! Et c'est en fonction de ce fait, c'est parce qu'il est manifeste que l'« Affaire de Lyon » se situe sur le plan de la politique internationale, qu'il nous incombe de donner à notre combat contre la répression, un sens international !

Notre position TROISIEME FRONT, nous permettra, une fois de plus, de dénoncer sans hésitation la politique de guerre et de régression sociale que pratiquent les U.S.A. et leurs Satellites. Notre position TROISIEME FRONT, démontrera une fois de plus qu'elle est, en l'occurrence, la seule position susceptible de contrer les mensonges démagogiques des tenants du « moindre-mal » occidental.

Notre position TROISIEME FRONT, entrainera ainsi au secours des victimes de la répression, tous les hommes, toutes les organisations qui n'ont pas définitivement lié partie avec les impérialismes.

Notre position TROISIEME FRONT, par laquelle l'INTERNATIONALE ANARCHISTE se situe à l'avant-garde de la lutte pour la Liberté, aura de lasorte joué son rôle de FERMENT DE LA RESISTANCE.

Mais notre tâche ne s'arrêtera pas seulement à l'obtention de la libération des incarcérés de Lyon ! Il nous incombera de divulguer tous les détails sur les procédés infâmes utilisés contre ces camarades. Il faut que toute la lumière soit faite sur cette machination ! Les coupables véritables et leurs complices de la presse et des « milieux officiels » doivent, au grand jour, recevoir la leçon qu'ils méritent !

La Fédération Anarchiste de France saura s'y employer...

La situation internationale  
Comment ils préparent leur guerre

LA note soviétique à l'adresse de la Grande-Bretagne met toute la diplomatie occidentale sur les dents. Staline essaie de profiter des divergences entre les gouvernements anglais, américains et français, divergences qui s'expliquent beaucoup plus par le pourcentage de danger d'absorption encouru que par des variétés de vue d'esprit. Malgré le voyage d'Eisenhower et les huit jours de sondage à travers l'Europe « libre », il est clair que les soixante divisions occidentales n'empêcheront pas la marée soviétique de déferler jusqu'à la Manche, l'Océan Atlantique et les Pyrénées, malgré la menace atomique sur les centres industriels soviétiques et les possibilités de bombardements stratégiques à partir des bases turques, perses, nord-africaines, britanniques et groënlandaises.

En juristes retors, les diplomates soviétiques qui ont reçu l'ordre de garder l'armée soviétique intacte jusqu'au dernier moment, discutent la lettre de traités comme ceux de Yalta

ne sont plus que des chiffons de papier que la diplomatie soviétique veut discuter mot à mot, beaucoup plus pour garder le contact et éviter une folle pour laquelle l'U.R.S.S. n'est pas prête, que pour asseoir une paix durable de compromis.

Ces traités évoqués permettent d'autre part à la diplomatie soviétique de soutenir un point de vue statique qui contraste avec la dynamique du matérialisme dialectique, stalinien, point de vue d'une rare valeur, d'une rare capacité à la fois pour les réflexes du peuple soviétique et pour l'opinion des autres peuples de la Terre.

Les Pentagonards sont évidemment embarrassés devant de telles ratiocinations car ces ratiocinations ne visent pas à les convaincre qu'elles n'en sont pas.

Celles-ci visent à jouer sur l'émotion des peuples qui ne peuvent supporter Staline d'être agressif lorsqu'il tient les propos contenus dans les notes adressées à la France et à la Grande-Bretagne, pleines de générosité, de sollicitude pour la Paix et pleines de violences verbales contre les profiteurs de l'éventuelle troisième guerre, profiteurs qui veulent vendre leurs bananes et leurs viandes un bon prix. Exploitation simpliste d'un sentiment qui tient de l'imagerie d'Epinal, montrant la guerre comme une « bonne opération » et mettant à l'arrière-plan les véritables raisons de la guerre : politique, stratégique, économique, démographique...

POLITIQUE : rivalité mécanique des Etats leaders.

(Suite page 2, col. 5.)

## FAIRE FRONT !

LA POSITION « 3<sup>e</sup> FRONT », depuis qu'elle a été énoncée pour la première fois dans « le Libertaire », s'est précisée dans les esprits. Il est devenu manifeste, en effet, qu'il ne pouvait s'agir là d'une simple négation sentimentale des objectifs que se proposent d'atteindre les dirigeants des deux blocs antagonistes, ni d'une formule creuse destinée à faire illusion sur le désarroi d'hommes placés dans une conjoncture historique tragique, pas plus que d'un slogan servant à regrouper diverses organisations hétéroclites, aux buts divergents. Si elle n'avait été que cela, il est certain que la position 3<sup>e</sup> FRONT n'aurait pu entraîner l'adhésion de la Fédération Anarchiste en son ensemble, non plus que celle d'hommes d'horizons sociaux divers, émancipés, de par leur expérience militante, de l'emprise des mensonges des propagandes démagogiques.

La position 3<sup>e</sup> FRONT s'est, bien au contraire, révélée être l'expression actuelle d'une idéologie révolutionnaire, la concrétisation d'une volonté lucide d'émancipation sociale ; sur tous les plans, elle permet à ses défenseurs d'agir de la manière la plus féconde, la plus efficace.

A la menace de guerre qui se précise, la position 3<sup>e</sup> FRONT oppose une conception de l'agitation sociale à outrance, dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Elle est le support de revendications qui peuvent paralyser la préparation du conflit, car elle repose sur la connaissance détaillée de la structure du régime capitaliste et étatique actuelle.

Au choix entre les deux blocs, la position 3<sup>e</sup> FRONT substitue l'affirmation d'une résistance active à l'oppression sous des formes adaptées aux circonstances. Ne confondant pas arbitrairement les deux impérialismes, la position 3<sup>e</sup> FRONT rend possible la lutte de ceux qui se refusent à se soumettre à un adversaire pour en vaincre un autre.

A un agglomérat d'organisations discutables, la position 3<sup>e</sup> FRONT préfère le regroupement de tous les hommes qui n'ont pas abdiqué, dans une structure solide et souple : celle que s'est donnée la Fédération Anarchiste de France au sein de l'Internationale Anarchiste.

Mais la valeur essentielle de la position 3<sup>e</sup> FRONT consiste en ce qu'elle cristallise un état d'esprit diffus dans les masses populaires. Le peuple, bien qu'à peine conscient parfois de ses aspirations profondes, saura reconnaître en la position 3<sup>e</sup> FRONT son propre choix, sa propre volonté, et cela, nos militants, nos propagandistes, nos sympathisants et aussi nos adversaires l'ont senti.

Ainsi, il convient de mettre tout en œuvre afin de donner la conscience, aux PARTISANS DU 3<sup>e</sup> FRONT qui s'ignorent encore, de la nécessité de l'action. Qu'ils sachent aussi que toute lutte se prépare et qu'il leur incombe, avec nous, de se pencher sur les conditions objectives du COMBAT 3<sup>e</sup> FRONT.

JEUDI 8 MARS 1951

20 h. 30 précises

PALAIS DE LA MUTUALITE

RUE SAINT-VICTOR

Métro : MAUBERT-MUTUALITE

## GRANDE FETE DU PRINTEMPS

au profit des œuvres de solidarité

GALA FOLKLORIQUE FRANÇAIS ET ESPAGNOL

● Troupes folkloriques de Paris, 10 exécutants et du Berry, 25 exécutants

● ANTONIO MONTILLA présentera dans un cadre GITAN

Avec Dora GAMBORIO - Antoine RAMOS - Luz VIOLETTA - Eléna FLORES - Eusebio DIAZ (guitariste)

des Danses et des Chansons de l'Espagne

Le groupe artistique SPARTACUS dans "La Foire du Trône"

EXCLUSIVITÉ "NOUVELLE-ORLÉANS" :

Mickey LARCHEY et son Orchestre du Kentucky-Club, finaliste du tournoi 1950

UNE GRANDE SURPRISE!... ET LA RONDE FINALE

Cartes à l'entrée et 145, quai de Valmy, Paris X<sup>e</sup>.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES  
1 AN: 750 FR. — 6 MOIS: 375 FR.

AUTRES PAYS  
1 AN: 1.000 FR. — 6 MOIS: 500 FR.

Pour changement d'adresse joindre  
25 francs et la dernière bande











## A Saint-Etienne

# 10.000 MINEURS démontrent leur solidarité à des travailleurs étrangers assassinés par l'ÉTAT-PATRON

A SAINT-ETIENNE, le 24 février, une immense manifestation, groupant près de 10.000 mineurs s'est déroulée, à propos de l'entassement des trois mineurs tués le 21 février à Lachana, à plus de 300 mètres de tout secours.

Cet hommage rendu aux victimes n'a pu être terni, ni par la présence injurieuse de Patnaud, député de la Loire, ni par celle du tristement célèbre Duguet, de la Fédération du sous-sol, car, malgré les discours pompeux, personne ne pourrait oublier que les victimes étaient justement de celles que la réaction s'emploie à salir et le Gouvernement à brimer.

Si l'un des tués était Français, les deux autres Martinez et Ahmed Machou étaient, en effet, Espagnol et Marocain.

La mort, causée, une fois de plus, par l'absence de dispositions de sécurité, a frappé indistinctement des travailleurs aussi opprimés que tous les travailleurs, des hommes, plus calomniés que tous les autres.

Quels grotesques méfaits la réaction n'a-t-elle pas été chercher pour assomoir tous les travailleurs étrangers à la pègre de droit commun ?

Mais le résultat escompté n'a pas été obtenu : La population, dans son ensemble n'a pas répondu à cette tentative d'éveiller un courant de xénophobie, destiné aussi bien à fournir des boucs-émissaires pour les crimes du Gouvernement, qu'à susciter une mentalité belliciste, et cela, malgré la honteuse campagne que même dans la presse une phalange de plumitifs parmi lesquels se distingue le BENAZI de « L'Aurore ».

Le 24 février, tous les puits de mine des alentours de Saint-Etienne ont fait grève. Tous les mineurs ont défilé devant le cercueil des victimes. Mais la colère qui se fait jour après cette nouvelle hécatombe ne doit pas être stérile, cet exemple d'unité dans le malheur doit susciter la volonté de l'unité dans le combat.

Que tous les travailleurs méditent sur la leçon que leur enseigne la catastrophe de Saint-Etienne, et ils trouveront le chemin de l'action.

Charles DEVANÇON.

## EN PAYS MINIER

# UNE MANŒUVRE DE F.O.

NOUS annonçons, dans notre dernier numéro, une réunion des bonzes F.O. qui devaient, bon gré, mal gré, prendre position en ce qui concerne les propositions de répartition de crédit proposées par M. Louvel. Or que s'est-il passé ?

Selon les communiqués officiels : Le Conseil national des mineurs F. O. a terminé ses travaux. Après avoir pris acte des déclarations de M. Louvel selon lesquelles, « pour des raisons essentiellement politiques, le problème des salaires devait être réglé en deux temps », les délégués ont jugé inacceptables les propositions du ministre concernant la répartition des 6 milliards accordés pour l'augmentation provisoire des salaires.

En effet, selon M. Louvel, 3.300 millions auraient été affectés aux 250.000 mineurs, alors que les 20 à 25.000 agents de maîtrise, employés et cadres supérieurs auraient reçu 2.700 millions.

Le Conseil national, lui, demande que l'on pense aux bas salaires, et propose une répartition selon un pourcentage égal pour tous. Il réclame, d'autre part, la convocation urgente de la Commission nationale du statut.

Enfin, le bureau fédéral a été mandaté pour poursuivre les pourparlers en cours, étant entendu que, si ceux-ci n'aboutissent pas à bref délai, le bureau est habilité à prendre toutes mesures utiles. Et la résolution précise : « Parmi ces mesures, il faut entendre la grève totale à la date qui paraîtra la plus judicieuse. »

Que signifient ces déclarations ? Tout simplement que les syndicaux de chez F. O. acceptent l'aumône que leur fait le Ministre et ne discutent, pour la forme et afin de redorer leur blason, que sur la modalité de répartition de celle-ci !

Les travailleurs de la mine qui peinent pour un salaire dérisoire, acceptent-ils ces tractations ? C'est aux travailleurs révolutionnaires de les convaincre de ne pas se laisser aller à une telle abdication...

LERINS.

# ÉCHOS DE LA PHOTOGRAVURE

Le président du Conseil municipal a inauguré, samedi 24, la rue Firmin-Gillot, ex-rue de la Grotte, Paris-XV.

Les photographes connaissent bien la rue de la Grotte et Firmin-Gillot pour plusieurs raisons. La première parce que Gillois est le mérite d'inventer le procédé qui permet de transformer une épreuve photographique en cliché typographique. La seconde, parce que dans la rue de la Grotte est le siège social d'une des plus grandes photographies d'Europe. « Clichés-Union », issue, précisément, de la fusion Gillois-Roussel.

Ruckert, dont le grand patron est aujourd'hui M. Laurent.

Clichés-Union est aussi la photogravure qui rémunère ses ouvriers le plus mal du monde. A part quelques « artistes » bien payés pour certains travaux, dont le but principal (car il rapporte bien peu) est de maintenir la renommée de sa maison, les autres, « ceux de la cavalerie » (excusez-moi, c'est un terme de métier), les autres, tiennent, ont droit à un rebut de salaire. Je tiens compte, bien entendu, du fait que, grâce à une concurrence croissante, de salaires, les travailleurs de la photogravure de la corporation au-dessus du tarif de base.

Célébrer la mémoire de l'inventeur de la photogravure et donner son nom à une rue est, certes, un geste posthume que je respecte d'autant plus volontiers qu'il s'adresse à un travailleur. Mais je demande à M. Laurent, qui trônait ce samedi au premier rang parmi les hautes personnalités officielles, s'il se souvient bien qu'il fut un modeste copiste et un militant tenace ; que, si, par la suite, il est sorti du rang, c'est parce qu'il avait des dents qui lui permettaient de mordre durement les arrivistes comme lui, qui voulaient lui prendre sa place.

Simon ARTOIS.

# CHEZ LES CHEMINOTS RETRAITÉS

EN 1945, il y avait deux organisations de retraités cheminots : d'un côté, les petites échelles ; de l'autre, celles plus élevées. Nous fîmes la fusion (non sans « tirage » de part et d'autre).

La nouvelle organisation prenait le nom de « Fédération Nationale des Retraités des Chemins de fer de France et d'outre-mer ».

De 514 sections avec environ 80.000 membres, nous sommes passés à 700 avec 120.000 adhérents. Maintenant, plus de 200 sections avec 200.000 cotisants. Notre Fédération est indépendante. Les avantages que nous avons obtenus l'ont été par notre Bureau fédéral, près de nombreux pourparlers avec les Pouvoirs publics, certes. Mais quelle action peuvent faire des retraités ?

Or, voilà qu'un des « manitous » de la C.G.T., en retraite depuis quelques mois, s'est avisé qu'il fallait créer une section de cheminots retraités au sein de la C.G.T., pour les défendre. Ce fut la même nuit, un jour, à dit que les retraités n'avaient qu'à se défendre eux-mêmes. « Pas 5 minutes de grève de plus pour eux ».

Nul doute que si notre Bureau fédéral avait resserré les rangs pour mettre un siège de plus, peut-être que...

Et pour obtenir le résultat escompté, rien ne fut épargné. Pas même la malhonnêteté. Envoi de cartes, de timbres aux sections avant les notes ; création d'un nouveau journal. Bref, toute la gamme pour la scission. (Dans certaines permanences, de vieux camarades venus pour payer leur cotisation 51, ont vu déchirer leur carte qu'on a remplacé par une autre). Joli !

Un retraité militant.

# CONFERENCE NATIONALE POUR L'UNITÉ

La conférence du 25 février, dont nous donnerons un compte rendu détaillé dans notre prochaine parution, a été, nous pouvons d'ores et déjà le dévoiler, un succès.

La Commission Syndicale.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 10, r. du Croissant, Paris-20

# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

# LES TRAVAILLEURS PEUVENT S'OPPOSER A LA HAUSSE

LA hausse généralisée poursuit son bonhomme de chemin et les travailleurs ne se font aucune illusion sur les possibilités des politiques pour transformer favorablement la situation. La querelle des subventions, d'une aide Marshall extraordinaire, d'un recours à l'emprunt pour juguler les prix, n'est pas close. La réforme électorale par l'usage d'un ou de deux tours, les élections générales, attendues par les uns, redoutées par les autres, ne peuvent avoir qu'un intérêt « politique » dans le sens peu reluisant du mot, mais aucune incidence économique favorable aux travailleurs.

de vue de l'Etat, mais dans leur nombre et un pouvoir que les maniaques de la domination se disputent avec des promesses, quoique dans des circonstances où ils n'ont rien à craindre des travailleurs, ils n'hésitent pas à dire qu'ils n'ont à offrir que du sang, des larmes et des sacrifices. Ces dirigeants qui parlent sans cesse de justice, en ont une curieuse notion. Prenons par exemple, le cas de douze milliards que le gouvernement a promis d'accorder aux mineurs comme revalorisation de salaire.

Le ministre de l'Industrie, Louvel, trouvait tout naturel que les 45 % des crédits aillent aux 20.000 cadres, « employés supérieurs » et que les 250.000 mineurs se partagent le reste. Les employés dit « inférieurs » sont moins utiles, ont moins de besoins et les basses noires et délabrées leur sont suffisantes ! Etrange stimulant à la production au moment où on pose cette dernière comme condition essentielle pour lutter contre l'éternelle inflation ; cette inflation qui sacrifie les plus faibles tandis que les forts ont les moyens de se protéger en convertissant leur avoir en œuvres d'art, en pierres précieuses, en or, en argent.

Malgré les pleurnicheries sur l'inflation, l'instabilité monétaire sert l'inflation qui a ainsi toujours les moyens de faire payer le produit de ses compétences et de ses générosités aux tristes, en retirant au pouvoir d'achat aux travailleurs. Par la vie chère, les travailleurs donnent un surplus d'argent aux capitalistes et à l'Etat pour constituer ce que l'on appelle l'auto-financement, le fond d'investissement.

La guerre de Corée que l'on nous

représente comme la responsable du grand changement économique n'est, en fait, que le bouc-émissaire d'une situation qu'une poignée d'hommes parce qu'il est absurde de concevoir des institutions étatiques sans y voir, à côté, une économie de guerre qui veille à n'être pas trop en retard par rapport à d'autres économies de guerre.

## LA FACTURE DE LA GUERRE

Si le fer, l'acier, le cuivre, l'étain, le caoutchouc, la laine, le coton, le charbon et le pétrole ont augmenté, c'est dans la normale de l'économie étatique et capitaliste mondiale. Une guerre terminée, il faut en préparer une autre parce que des raisons d'antagonismes éternelles, d'autres naissent, plus puissantes, plus impératives, puissantes d'une accumulation d'impérialismes morts, qu'elles font renaître au service impérial de super-Etats !

Et lorsque les prix industriels augmentent, il faut que les prix agricoles suivent, un peu à l'écart et c'est pour quoi le blé, la viande, les matières grasses sont ou seront plus chers.

Les matières premières sont à l'avant, les produits agricoles suivent, puis les prix en hausse de toute une série de services ferment le ban : transport, gaz, électricité, tarifs postaux. Et le cycle continue. Et les travailleurs, les consommateurs, les usagers sont frappés sans espoir de cessation, dans leurs salaires et dans leur pouvoir d'achat.

Creusons le problème, nous voyons l'éternelle responsable : la préparation à la guerre. On la prépare, on la fait,

on en répare les dégâts, relève les ruines puis, nouvelle préparation, nouvelle turberie, nouvelle reconstruction et ainsi de suite.

## LES ETAPES DE L'ACTION

Cycle normal de la vie empoisonnée par tous les Etats et tous les capitalistes de la terre. Tripatouillages politiques, scandales financiers, rapports de la Cour des Comptes, guerre coloniale, misère des travailleurs, exploitation de leur misère par des misérables, mensonges, dupes, propagande de guerre, xénophobie haineuse, incapacité regrettable des travailleurs à s'unir sur le dos de leurs oppresseurs de toutes nuances et de toute origine, c'est là le drame quotidien de la « sociale » sur tous les points du globe.

Il convient de réagir, mais il est impossible d'ignorer les difficultés d'une réaction efficace. Lorsqu'on aborde le problème social, ce qui est simple est difficile, c'est toute une éducation à refaire, c'est toute une tactique à « repenser ».

La hiérarchie existant dans l'usine, de l'ingénieur au manœuvre, en passant par le contremaître et l'ouvrier, qualifié ou non, la compartimentation qui empêche l'union entre les éléments de la production. Cette hiérarchie si écorchée qu'on la prétende, est encore solide. Elle doit sauter au profit d'un maximum vital unique.

Ce n'est pas possible, dira-t-on. Alors procédons par étapes :

1° Lutte pour les salaires. Le rétro-cissement de la part destinée à l'armement est dans l'objectif révolutionnaire ; 2° Echelle mobile des salaires, l'échelle mobile des prix n'étant un secret pour personne ;

3° Action gestionnaire avec, pour objectif, les industries clés, les industries extractives, les industries de base, origines de la grosse industrie lourde de guerre.

Que d'efforts, que de luttes pour atteindre l'objectif final : le bien-être matériel et moral, la paix, la liberté considérée non comme une abstraction, mais comme un stimulant à se dépasser. ZINOPOULOS.

# LE COMBAT PAYSAN

LORSQUE mon camarade Serge Ninn et moi, avons émis l'intention de rechercher une solution au problème agricole, nous nous sommes vite rendus compte que nous nous heurterions à des difficultés multiples qui ne manqueraient point de surgir sur notre route, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre mouvement.

Si nous avons, en accord avec le C.N., ouvert dans notre journal une campagne de propagande dans un but déterminé, c'est que nous voulions affirmer notre solidarité vis-à-vis de la paysannerie. Nous pensions, en tant qu'anarchistes, qu'il était de notre devoir, là comme ailleurs, d'être présents pour mener le combat révolutionnaire des exploités contre leurs exploitateurs.

C'est pourquoi, je tiens à répondre à trois questions qui nous furent posées, à savoir :

Défendrons-nous les paysans dans le cadre des lois établies ?

Je réponds immédiatement, nous ne les défendons pas dans le cadre des lois, mais bien contre ces lois, résultat d'une politique absurde, contre laquelle il est de notre devoir de les mettre en garde en leur démontrant la nocivité et l'absurdité de toutes les solutions apportées jusqu'ici à un problème déprimant pour de multiples raisons d'application, l'esprit par trop étroit de nos charlatans gouvernementaux.

Pourquoi défendez-vous les paysans ?

Si nous nous adressons à nos frères des campagnes, c'est que nous sommes persuadés de trouver chez eux un certain esprit de compréhension. Leur passé révolutionnaire nous donne des raisons d'espérer. Nous n'oublions jamais cette date du 28 mai 1938 ; elle marque, venu de nos campagnes, le premier souffle de révolte collective ; ce jour-là, c'est avec du sang de paysan qu'a été scellé la première pierre de l'édifice géant de l'émancipation.

En 1778, alors que l'émeute était encore panie de la pendaison à la haute et basse potence, du carcan et de la torture, les paysans se révoltaient déjà. Et Charoin avait mille fois raison d'affirmer : « Si Paris eût été vaincu devant la Bastille, le 14 juillet, les droits féodaux devaient néanmoins à jamais disparaître. Il eût fallu pour les rétablir une guerre en règle contre chaque village ».

Défendons-nous la petite propriété ?

Oui, considérant les petits propriétaires cultivant leurs lopins de terre en famille, comme de simples artisans. Il faut qu'ils sachent et c'est à eux de faire comprendre que leur sort est lié à celui de l'ouvrier des villes. Rien ne peut être définitif dans le cadre des nations, mais au-dessus des nations — ce n'est là seulement que nous pourrions ensemble, dans un travail commun, répartir équitablement des richesses devenues communes et voir triompher, dans un monde meilleur, un idéal de liberté et de fraternité.

Une révolution ne peut pas se gagner qu'avec du plomb ; il lui faut du pain. L'oublier serait grave, l'ignorer serait entraîner nos amis dans une lutte perdue d'avance, vouer notre cause à une mort certaine. Le savoir et ne rien faire serait trahir ceux-là mêmes qui nous critiquent.

Pour la Commission Paysanne, PRETIRE.

## SAISIES DANS LE VAUCLUSE

Les petits exploitants, métayers et fermiers, du canton de Ville-sur-Auzon, se préparent à recevoir l'huissier et les sbires. Pour ce seul petit canton il y a quinze menaces de saisies. Souvenons-nous des mots d'ordre que les paysans propagent dans le département :

« Nous empêcherons toute vente-saisie d'avoir lieu dans le Vaucluse ».

« Nous ne permettrons pas à l'huissier d'entrer dans nos fermes. »

Soyons sûrs que ces menaces, devant la détermination paysanne, seront sans effet.

## LES MARCHANDS D'ENGRAIS S'ENGRAISSENT

M. Jean-Marie Louvel est ministre de son métier, et de surcroît ministre de l'Industrie.

M. Pierre Louvel, lui, est inspecteur général de la Société des Phosphates de Gafsa (Tunisie).

On dit que l'un est frère de l'autre... Ce qui pourrait expliquer pourquoi M. Louvel, le ministre, vient d'accorder une hausse appréciable de près de 20 % sur les phosphates !

## UNE VICTOIRE DES BUCHERONS

Après les bûcherons de la forêt de Retz, dans l'Aisne, ceux du Lotet, après force de pression sur le syndicat des exploitants forestiers ont obtenu une augmentation qui est de 10 % sur la base des tarifs forestiers de mai 1949. Cette augmentation qui prend effet à partir du 12 septembre 1950 est provisoire car les ouvriers bûcherons espèrent obtenir davantage.

## DES OUVRIERS DE LA MARNE

Bien après leurs camarades de Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de la Marne obtiennent quelques augmentations de salaires à la suite d'un accord départemental.

Les hommes de journée gagnent 56 et 57 francs de l'heure (au lieu de 56,80 en Seine-et-Marne).

Le salaire des hommes de fermes passe à 52 francs (58,50 en Seine-et-Marne).

Le salaire des bergers et vachers passe à 66 et 70,80.

Ces augmentations sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> février. Mais les ouvriers de la Marne doivent maintenant lutter pour obtenir les salaires de Seine-et-Marne.